

### GHOSN CONSERVE SON TRIPLE AAA

La première tournée des entretiens annuels démarre. Les budgets AGS/AI sont constamment en baisse pour augmenter le free cash flow et rémunérer toujours plus les actionnaires. Comme l'impose la direction aux N+1 et N+2, les évaluations doivent coller au budget. Selon ce principe, nous avons moins bien travaillé en 2011 qu'en 2010 et travaillerons encore moins bien en 2012 qu'en 2011. Mais, quoi qu'il arrive au Technocentre (vagues de suicides, vraie-fausse affaire d'espionnage industriel...), Carlos Ghosn (10% d'augmentation) sera toujours noté AAA sur les objectifs qu'il s'est lui-même fixés.

### TVA ANTI-SOCIALE = HOLD-UP SUR LES SALAIRES

Sarkozy veut imposer une hausse de la TVA pour «financer la protection sociale» et «soulager le coût du travail». Il exauce ainsi les vœux du MEDEF qui demandait une telle mesure à hauteur de 30 à 80 milliards d'euros. Quel que soit l'emballage, «TVA antidélocalisation » ou «TVA sociale», l'arnaque consiste à faire payer par un impôt sur la consommation des salariés, des chômeurs et des retraités ce que le patronat verse en cotisations sociales. Mais 80 milliards de TVA en plus, c'est 80 milliards de pouvoir d'achat en moins pour nous. Et 80 milliards de cotisations patronales en moins, c'est 80 milliards de profits en plus pour le patronat. Philippe Poutou a lancé au nom du NPA un appel à «toutes les forces de la gauche sociale et politique pour une riposte afin d'empêcher ce mauvais coup supplémentaire du quinquennat Sarkozy ».

### NAO : NOUS AUGMENTER OBLIGATOIREMENT

Ventes records en 2011 pour Renault : plus de 2,7 millions de véhicules (95 000 de plus qu'en 2010). Mais pour 2012, Carlos Ghosn promet «restrictions sur le capital, sur l'emploi, sur les salaires». Carlos Tavarès prône le «respect pour l'entreprise qui nous fait vivre». Il s'adresse sans doute à l'autre Carlos (9,3 millions annuels), aux cadres dirigeants, gavés à la PPG (montant top secret) ou aux actionnaires (860 millions de dividendes, qui équivalent à une augmentation supérieure à 300€ nets mensuels pour les 120 000 salariés du groupe!). Alors, exiger 300€ nets d'augmentation pour tous c'est notre dû et c'est un minimum

### TOUT AUGMENTE, SAUF NOS SALAIRES

2012 commence avec des augmentations ... de prix. La privatisation du système de Santé et les remboursements de médicaments entraînent une hausse de 5,5% de la mutuelle Renault (+12% sur un an). Et si la « TVA sociale » s'appliquait, ce serait une nouvelle baisse de notre pouvoir d'achat. Jusqu'où ?



**Bulletin NPA Technocentre Renault – Guyancourt  
19 janvier 2012**

*La crise a bon dos ! Pour nous la faire payer, l'argument répété en boucle, c'est que les caisses de l'État sont vides ...*

### CRISE DE LA DETTE ? DE L'ARGENT ... IL Y EN A !

**Pour les banques** : en 2008 et 2009, 128 milliards d'€ ont été trouvés par l'Etat pour renflouer les banques. Cet argent a été détourné pour spéculer contre la dette publique. Et en 2011, il a fallu payer 45 milliards d'€ d'intérêts aux banques.

**Pour les riches** : chaque année, depuis 20 ans, entre 100 à 150 milliards d'€ ne rentrent plus dans les caisses de l'État ! Liliane Bettencourt était imposée à 20% *avant* le bouclier fiscal (alors que le taux d'imposition maxi est de 40 %). En 2011, il y a eu 148 milliards d'€ de cadeaux fiscaux. Les exonérations de cotisations patronales ont représenté 30 milliards d'€ en 2010 (10,1 % du total des cotisations Urssaf: compensées à 90,2 % par l'Etat, elles creusent le déficit et alimentent la dette. Total, la plus grande entreprise française, n'a pas payé d'impôt sur ses bénéfices 2010 !

**Pour l'armée et les marchands d'armes** : en 2008, les opérations extérieures (Afghanistan, Tchad, Côte d'Ivoire, Kosovo, Liban) ont officiellement coûté 880 millions d'€. En 2011, la guerre en Afghanistan a coûté 470 millions d'€, l'opération en Libye «plus de 300 millions en coût direct».

**Et bien sûr, dans les caisses du patronat** : en 2012, les entreprises du CAC 40 prévoient de verser 37 milliards d'€ de dividendes à leurs actionnaires pour un total de 87 milliards de bénéfices 2011. En 5 ans, c'est +31% pour les dividendes et +34% pour les rémunérations des grands patrons. Même quand ils quittent leurs fonctions, les PDG s'enrichissent encore ! Daniel Bernard, ex PDG de Carrefour a touché 9,5 millions d'€ quand il a quitté le groupe.

**Tout ça montre bien que «la crise» n'est qu'une question de répartition des richesses et de choix politiques et non une question de fatalité !** Les capitalistes produisent en fonction du profit. Pas étonnant que cela produise des catastrophes ! Sans planification, on est condamné à la répétition des crises économiques et écologiques. Nous proposons de voir de quoi on a besoin pour organiser l'économie et la société, recenser les activités à développer ou au contraire à éliminer. Bref, construire ensemble une société où ce sont les travailleurs, femmes et hommes, qui décident et contrôlent ! Il ne s'agit pas de revenir au temps où chacun fabriquait lui-même ses produits : ce serait faire un bond en arrière de plusieurs siècles ! L'objectif c'est d'abord de rompre avec l'Europe du capital financier pour construire une Europe des peuples et des travailleurs, des « Etats-Unis socialistes d'Europe » en quelque sorte. C'est surtout arracher les secteurs-clés de l'économie des mains des capitalistes, réquisitionner les banques et lever le secret bancaire. C'est aussi nationaliser sans indemnités au sein d'un service public unifié de l'énergie les grands groupes comme EDF, Suez, Total... Et de même pour tous les autres secteurs de l'économie liés aux besoins vitaux : l'eau, les transports, la santé, le logement, la distribution ...



# Perte du triple A: Aggravation des politiques antisociales!

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil ou par mail à : [ecrire@npa2009.org](mailto:ecrire@npa2009.org)

Nom / Prénom :

Ville :

Tél. :

Mail :

Je souhaite  soutenir ou  être tenuE informéE sur la candidature de Philippe Poutou à l'élection présidentielle de 2012.

L'une des agences de notations, Standard & Poor's vient donc d'abaisser la note de neuf pays européens dont la France. Celle-ci a donc perdu son triple A, « notre trésor national », dont le maintien servait de prétexte central à la politique menée par Sarkozy justifiant la contre-réforme des retraites et l'ensemble des plans d'austérité.

## AGGRAVATION DES POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ

Claironnant le contraire de ce qu'il affirmait il y a quelques semaines le gouvernement dit aujourd'hui que la perte du triple A n'est pas si grave tout en en profitant pour amplifier les politiques antisociales.

Dans la foulée tout le secteur public se retrouve exposé. Dès la semaine dernière, une liste d'entreprises publiques ont été « mises sous surveillance négative » comme par exemple Réseau Ferré de France, la SNCF, EDF, Aéroports de Paris et même la Caisse des dépôts. Cela va inévitablement se répercuter par une hausse des tarifs, une diminution des prestations, des suppressions d'emplois et au bout du bout la privatisation. Les collectivités locales ne seront pas épargnées non plus. Taxes, impôts en tout genre risquent de fleurir pour équilibrer les budgets.

## FAILLITE DE SARKOZY

Entre les exonérations de cotisations sociales (32 milliards d'euros par an), les allègements fiscaux (environ 180 milliards), les milliards donnés aux banques, son quinquennat a conduit à la faillite. En 2007, à son arrivée, l'endettement de la France s'élevait à

900 milliards. En 2012, il est prévu de 1 700 milliards. 700 milliards d'euros de dettes supplémentaires en cinq ans, qui dit mieux? Même la Cour des comptes, explique que la crise n'en est responsable qu'à hauteur d'un tiers. Tout le reste est issu des choix politiques faits par le gouvernement Sarkozy.

## UN PLAN D'URGENCE SOCIALE ET DÉMOCRATIQUE!

Le premier effet de la dégradation de la note de la France, sera une augmentation de 3 à 15 milliards d'euros par an des intérêts de la dette. Une raison supplémentaire pour exiger l'arrêt immédiat des remboursements de la dette, sa mise sous enquête publique populaire, son annulation.

La TVA antisociale représente une attaque majeure à la fois contre la protection sociale et contre le pouvoir d'achat, l'urgence est à la mobilisation unitaire pour son retrait.

Les politiques d'austérité ne font que nous enfoncer toujours plus dans la crise. Nous proposons d'inverser la tendance, de donner la priorité aux besoins sociaux, de dresser un bouclier social contre la crise (augmentation des salaires, retraites et minimas sociaux, interdiction des licenciements, création massive d'emploi dans les services publics...) en prenant sur les profits et en augmentant les impôts sur les riches et les grandes entreprises.

Il faut s'attaquer radicalement au pouvoir du patronat et des banquiers. Saisir les banques et les unifier dans un service public sous contrôle de la population et des travailleurs donnerait enfin les moyens de faire enfin passer nos vies avant leurs profits.

**POUR  
PRENDRE  
CONTACT**

# PHILIPPE POUTOU

Ouvrier dans l'automobile, candidat anticapitaliste



[WWW.POUTOU2012.ORG](http://WWW.POUTOU2012.ORG)